

8 octobre 2011 - **L'espérance des moines birmans exilés**

Myanmar • Alors que des signes d'ouverture s'observent en Birmanie, les moines de la Révolte safran exilés en Thaïlande se préparent à la démocratie. Le réalisateur Claude Schauli les a rencontrés. Il témoigne.

La Birmanie connaîtra-t-elle bientôt sa révolution vers la démocratie, dans la mouvance du Printemps arabe? Alors que la Révolte safran a échoué en 2007, des signes de détente apparaissent depuis quelques semaines dans cette dictature militaire, au point de réjouir l'opposante Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix. Un espoir qui anime aussi les moines birmans exilés en Thaïlande, comme l'observe le journaliste et réalisateur Claude Schauli, dans le documentaire «Little Burma»¹, à voir dimanche sur TSR1. Entretien.

Quelle est la situation des moines birmans depuis la Révolte safran?

Claude Schauli: Beaucoup de moines ont été pourchassés et beaucoup de monastères investis par des miliciens, qui sont en fait d'anciens prisonniers de droit commun utilisés par la junte militaire pour casser la révolte. Des moines ont été blessés, arrêtés, et une dizaine au moins tués. Actuellement, 253 moines sont encore en prison, tandis que des milliers d'autres ont dû quitter la robe safran – ce qui est un drame terrible pour eux – ou fuir le pays. La plupart des exilés se trouvent dans la région de Mae Sot, en Thaïlande, où ils peuvent au moins rester moines et vivre leur engagement religieux, politique et social. D'autres sont partis pour les Etats-Unis ou ailleurs, et sont coupés de leur religion. C'est un drame, si l'on se souvient que la Birmanie est l'un des plus fervents pays du bouddhisme theravāda (Petit véhicule), avec 400 000 moines.

Dans votre documentaire, un moine exilé dit que le karma compte pour 10%, la lutte pour 90%. L'idéologie bouddhiste évolue-t-elle vers moins de fatalisme?

Ce moine critique la junte militaire, qui exploite le bouddhisme pour que le peuple reste tranquille. En réalité, les moines ne sont pas si fatalistes. D'ailleurs, leur combat n'est pas nouveau. Déjà pendant la colonisation britannique, ils sont descendus dans la rue pour exiger des changements. Ils l'ont fait aussi à plusieurs reprises au début de la dictature militaire, dans les années 1960-70. Puis il y a eu une importante révolution en 1988, mais qui s'est soldée par 3000 morts. En 1990, les élections ont été remportées par Aung San Suu Kyi, mais là encore, le pouvoir n'a pas cédé. Enfin, en 2007, les moines se sont mobilisés en nombre lors de la Révolte safran. On le voit, dans les moments difficiles, à chaque fois que le peuple souffre trop, les moines tentent de faire bouger les choses.

Les moines birmans sont-ils aujourd'hui tous pour l'ouverture?

Il y a deux tendances. D'une part, des moines qui ne veulent absolument pas parler de politique. Parmi ces conservateurs, instrumentalisés par le régime, se trouvent les moines actuellement en place dans les monastères. Les progressistes ont en effet été pourchassés. Mais la tendance vers l'ouverture est en progression. Désormais, la jeune génération veut prendre son destin en main. Tant les moines que les laïcs bouddhistes aspirent à plus de liberté, de droit, d'ouverture. C'est un des espoirs de la Birmanie d'aujourd'hui.

En novembre 2010 ont eu lieu des élections parlementaires, complètement truquées. Les conditions des moines se sont-elles encore détériorées depuis lors?

Pendant la période des élections, les moines ont été davantage surveillés. Car pour la junte militaire, ces élections étaient capitales. C'était l'occasion de redorer son blason vis-à-vis de la communauté internationale et d'obtenir l'arrêt du blocus économique. Il fallait à tout prix montrer au monde que les résultats des élections étaient acceptés par le peuple. Pour y parvenir, l'armée a aussi sévèrement réprimé les minorités ethniques, les Karens, Shans, Kachins. Depuis la nomination du nouveau gouvernement en mars, on assiste en revanche à une lente ouverture que personne n'attendait. Cela laisse sous-entendre qu'une partie de l'armée, rajeunie, a envie d'un changement, qu'elle ne peut plus se satisfaire d'un système qui va droit dans le mur, avec un peuple qui souffre et devient toujours plus pauvre.

Justement, l'opposante Aung San Suu Kyi a affirmé récemment qu'elle attend «des signes de vrais changements très prochainement dans son pays». Sur quoi base-t-elle ses espoirs?

Elle a dit cela après avoir rencontré le nouveau président Thein Sein, qui était auparavant le numéro 3 du régime militaire. Lors de son accueil dans la capitale, elle a même été reçue par une «standing ovation» de la part des militaires. Ce qui est quand même surprenant! Après sa libération, elle avait souhaité plusieurs fois rencontrer les militaires, mais jusque-là, ils avaient toujours refusé. Il y a désormais chez elle une volonté de se faire reconnaître davantage comme médiatrice que comme opposante. Elle veut vraiment tenter d'obtenir un apaisement par le dialogue. Elle pourrait jouer un rôle essentiel dans la réconciliation nationale. Il est vrai que les militaires ont très peur de perdre le pouvoir. Ils savent que cela pourrait très mal se terminer pour eux. S'ils voient une possibilité de travailler avec la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi, en ouvrant le pays tranquillement, comme cela s'était fait en Indonésie il y a une dizaine d'années, ils se lanceront assez rapidement.

La pression ne vient-elle pas aussi de l'extérieur?

Les observateurs internationaux et les ONG estiment de longue date que le salut de la Birmanie ne peut venir que d'Asie. D'ailleurs, plus de 85% de son commerce s'effectue déjà avec les pays asiatiques, et principalement avec le voisin chinois. Pour la Chine, une certaine ouverture birmane pourrait s'avérer bénéfique en termes d'image. Car actuellement, un fort sentiment antichinois existe en Birmanie. Une ville comme Mandalay compte 30 à 40% d'immigrés chinois. La Chine est très influente dans le pays. Mais son projet dévastateur de sept barrages hydroélectriques sur le fleuve sacré Irrawaddy vient d'être bloqué par le Gouvernement birman, à la suite d'une pétition de 100000 signatures récoltées grâce à internet. Une grande première pour la Birmanie! Encore un signe en direction d'une ouverture...

On est cependant encore loin de la démocratie. Il suffit d'observer la situation de la presse...

Actuellement 17 journalistes sont effectivement emprisonnés en Birmanie, ainsi qu'une quinzaine de blogueurs. Et on ne parle pas de les libérer. Il y a une ambiguïté, dans le sens où la leader de l'opposition, Aung San Suu Kyi, a pu publier un article il y a quelques semaines, qu'elle a été interviewée par un autre journal – alors que jusque-là il était même interdit de prononcer son nom – et que plusieurs titres ont diffusé des photos d'elle. Et parallèlement, la méfiance à l'égard de la presse reste immense.

Les prises de parole se font-elles alors via internet?

Les réseaux sociaux fonctionnent de mieux en mieux. Les jeunes sont très habiles pour les exploiter malgré le contrôle des services secrets, comme ce fut le cas lors du Printemps arabe. De là à dire qu'on va vers un «Printemps de Birmanie», il y a un mois, j'aurais dit non. Aujourd'hui, on peut se poser la question. La Birmanie est un pays jeune. Et les jeunes ont envie de bouger. Y compris les jeunes moines! PFY

1 «Little Burma – Des moines en exil», dimanche 9 octobre à 10h10 à l'enseigne de «Dieu sait quoi». Retrouvez aussi le réalisateur Claude Schauli dans l'émission «Hautes Fréquences» du 2 octobre sur RSR1, à podcaster sur: hautesfrequences.rsr.ch

L'exil, en attendant la démocratie

Depuis 2007, à la suite de pressions de la junte militaire birmane, la Thaïlande a interdit aux moines exilés d'intégrer des monastères thaïs. Ils vivent donc dans la clandestinité, mais ne sont pas vraiment inquiétés par la police. «Les moines birmans ont la chance d'être protégés par les Thaïs bouddhistes, qui les considèrent comme des êtres supérieurs. Les autres migrants, en revanche, se font régulièrement arrêter et renvoyer de l'autre côté de la frontière, entassés dans des camions à bestiaux», raconte le journaliste Claude Schauli.

Soutenus par la population thaïe, qui les nourrit lors de l'aumône du matin, les moines en exil peuvent conserver leur rôle religieux et social auprès des migrants birmans. «Pour ces civils déracinés, qui vivent entassés dans des fabriques de textile où ils sont exploités, les moines birmans sont d'un grand soutien», commente le réalisateur. Les moines leur rendent visite, leur apportent un enseignement religieux. Le vénérable Issariya, qui avait été l'un des meneurs de la Révolte safran sous le nom de King Zero, anime même des émissions radio hebdomadaires pour parler de morale bouddhiste.

Le rôle social des moines exilés est très important, que ce soit pour l'apprentissage de l'anglais, pour la gestion d'une bibliothèque ou pour la défense des ouvriers, avec la collaboration des syndicats. «Chaque mois, des migrants se font assassiner par leurs patrons, parce qu'ils ont osé revendiquer de meilleures conditions de logement ou de travail», note le journaliste.

Les moines ont mis sur pied l'association «The best friend» pour venir en aide aux migrants. Avec le syndicat social birman Ycowa, ils ont par exemple porté secours à quelque 300 clandestins qui vivaient dans une décharge, sur des montagnes d'immondices. Grâce au soutien financier de l'association suisse Minorités et développement, fondée par Claude Schauli et son épouse, une clinique mobile a pu être créée à leur intention, et la majorité des familles ont pu être relogées. Un centre de formation a aussi été ouvert pour former des jeunes à la couture. Et certains migrants ont été placés dans l'agriculture. L'Association Suisse-Birmanie et d'autres ONG suisses apportent également des aides ponctuelles aux victimes de la junte birmane. Reporters sans frontières financera prochainement une formation pour les journalistes des chaînes radio clandestines.

Quant au rôle politique des moines, il existe bien sûr, lorsqu'ils expliquent aux migrants que leur souffrance ne vient pas d'un karma mais de la junte militaire. Leur objectif n'est cependant pas de prendre le pouvoir. Leur vocation, c'est d'aider le peuple birman à gagner plus de liberté et de bonheur. Et à bénéficier des immenses richesses du pays. PFY

Le moine Sobhita présente son certificat de prisonnier émis par le HCR. Enrôlé de force dans l'armée comme porteur, il a choisi l'exil en 2009. Il vit aujourd'hui en clandestin à Mae Sot, en Thaïlande. TSR

«Les jeunes moines veulent que ça bouge»

Claude Schauli

Propos recueillis par Pascal Fleury